



Par
Sabahudin Softic
Fondé de pouvoir
Gestion & analyses
CONINCO Explorers in finance SA

Récession !

Fin juillet, le Bureau des analyses économiques, aux États-Unis, a publié une première estimation de la croissance du PIB (Produit intérieur brut) américain pour le deuxième trimestre. Il en est ressorti que la première économie mondiale s'est contractée de 0,9% (annualisé) durant cette période. Or, le premier trimestre de l'année s'était également contracté (de 1,6% annualisé). Nous avons donc ici deux trimestres consécutifs de contraction du PIB, ce qui est la définition communément admise, par la majeure partie des économistes, d'une économie en récession.

Cependant, l'actuelle administration américaine insiste sur le fait que le pays ne serait pas en récession. En effet, selon le président Biden, il y aurait d'autres critères à prendre en compte pour considérer que l'économie serait en contraction. Ce point de vue, à priori aberrant, qui indiquerait qu'une économie qui se contracte ne serait pas en contraction, semble avant tout une posture politique.



"Iceberg!"
"Ne vous inquiétez pas. Ça ne correspond peut-être pas à ma définition d'un iceberg."

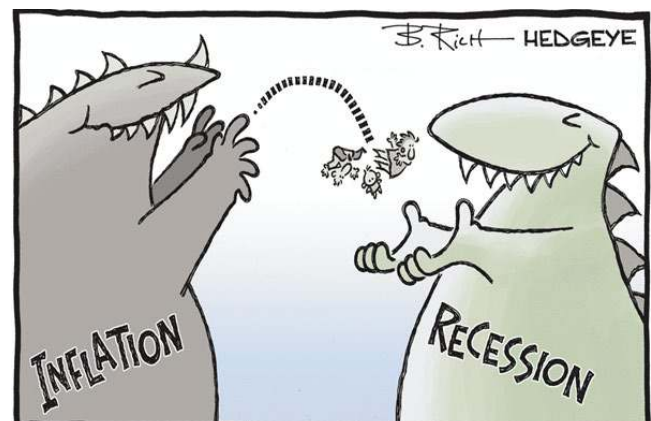
En effet, le président Biden est très impopulaire actuellement. En fait, il est même plus impopulaire que ne l'était le président Trump, qui était pourtant lui-même extrêmement clivant à ce stade de la présidence. Cette impopularité s'explique principalement par la continuelle hausse de l'inflation (9,1% sur 12 mois, à fin juin) depuis plus d'un an.



Source: zeroohedge.com

Ceci est plutôt cocasse, car l'actuelle hausse de l'inflation est en partie due à l'administration précédente, qui avait fait passer les premiers plans de relance massifs durant la période de fermeture de l'économie pour cause de Covid en 2020. À l'époque, cela semblait être une bonne idée, mais les effets négatifs sur les prix ont fini par se concrétiser. Comme le disait le prix Nobel de l'économie, Milton Friedman ; « *L'inflation c'est comme l'alcoolisme. Dans les deux cas, quand vous commencez à boire ou quand vous commencez à imprimer trop d'argent, les bons effets arrivent en premier, les mauvais effets n'arrivent que plus tard.* »

L'impopularité du président inquiète beaucoup le parti démocrate, qui tient actuellement la majeure partie des leviers du pouvoir aux États-Unis, car les élections de mi-mandat auront lieu en novembre de cette année. L'entrée en récession du pays, qui vient s'ajouter à un niveau d'inflation plus vu depuis 40 ans, arrive donc au pire moment pour l'actuel parti majoritaire. Les électeurs, pris entre forte inflation et récession vont très probablement voter pour « du changement ». Tout porte à croire que les rivaux républicains vont rafler la majorité des sièges, aussi bien au Sénat qu'à la chambre des représentants.



L'entrée en récession américaine fait suite au resserrement monétaire entamé par la Réserve fédérale américaine (FED) depuis le début de l'année. En effet, afin tenter de lutter contre une inflation galopante, la FED a été la plus agressive dans son resserrement monétaire parmi les principales banques centrales. C'est ainsi en toute logique que l'économie américaine est la première à officiellement entrer en récession.

Cependant, les économies européennes ne sont pas loin et montrent également de clairs signes de ralentissements. D'autant plus que les sanctions économiques imposées à la Russie, suite au déclenchement du conflit militaire avec l'Ukraine, pèsent de plus en plus sur les économies européennes, tout en impactant l'économie russe bien moins que prévu. C'est ce qu'à déclaré le Fonds monétaire international (FMI) fin juillet : « L'économie russe devrait, cette année, être moins pénalisée par les sanctions internationales que ce qui était attendu » et « les effets de la guerre sur les principales économies européennes ont été plus négatifs que prévu ».

De plus, la Banque centrale européenne (BCE) a finalement commencé son resserrement monétaire, en passant son directeur de -0,50% à 0% en juillet. L'institut monétaire, basé à Francfort, espère ainsi calmer l'inflation qui avait atteint 8,6%, sur 12 mois, à fin juin. Mais ceci va sans doute peser sur l'activité économique.

Du côté de la deuxième économie mondiale, difficile également de trouver des bonnes nouvelles puisque le PIB sur le deuxième trimestre s'est contracté de 10% en rythme annualisé. La Chine souffre principalement de sa politique « zéro covid » qui pèse fortement sur l'activité économique au fur et à mesure des fermetures localisées à chaque fois que de nouveaux cas d'infection sont découverts.

Malgré l'accumulation de données économiques décevantes, les marchés actions ont entamé cette deuxième moitié de l'année avec beaucoup d'optimisme. En effet, les mauvaises nouvelles du côté macro-économique ont été interprétées comme des bonnes nouvelles pour les marchés actions puisque cela voudrait dire que les banques centrales devraient prochainement ralentir, voire arrêter, les resserrements monétaires en cours. C'est ainsi que les actions internationales sont montées de 6,86% (Indice MSCI All countries index, en CHF) sur le seul mois de juillet, et ce malgré une baisse des actions chinoises de 9,59% (Indice MSCI Chine index, en CHF) sur le même mois. Il est cependant important à relever que les principales banques centrales restent pour le moment dans une posture relativement stricte quant à leur volonté de poursuivre leur resserrement monétaire. Toute décision future de leur part devrait dépendre des publications de données macro-économiques.

Les cours des matières premières, qui avaient violemment corrigé en juin, se sont quelque peu stabilisés en juillet, avec une hausse de 0,73% (Rogers International Commodity Index TR, en CHF). Les valeurs refuges terminent en ordre dispersé, avec une hausse de 1,25% pour les obligations internationales (Indice FTSE World Government Bond, en CHF) et une baisse de l'or de 3,65% (LBMA Gold Price Index, en CHF). Le métal jaune reste néanmoins une des classes d'actif qui résistent le mieux depuis le début de l'année. ■